

**Séance ordinaire du
lundi 8 février 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

**Mixité de l'offre d'accueil des jeunes enfants - Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés - Tarif 2021-2022 -
Approbation**

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a autorisé la réservation de berceaux d'établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje) municipaux au profit de salariés d'organismes publics ou privés.

La réservation de berceaux municipaux présente en effet l'avantage pour la Ville de favoriser la mixité sociale au sein de certains Eaje municipaux en accueillant des enfants de familles n'étant pas exclusivement issues du quartier d'implantation de l'établissement.

Conformément à cette délibération, cette réservation de berceaux s'effectue en contrepartie d'une redevance annuelle versée pour chaque berceau réservé. Le montant annuel de cette redevance, au profit de la Ville de Montpellier, doit règlementairement correspondre au coût net moyen d'exploitation d'une place d'accueil collectif gérée en régie directe.

Par ailleurs, pour mettre en adéquation la clause tarifaire de la convention de réservation de berceaux avec le calendrier d'accueil des enfants courant de septembre à septembre, il a été acté que la périodicité d'application du montant de la redevance annuelle s'établit du 1^{er} septembre au 31 août.

Ainsi, pour la période du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022, le montant de la redevance s'élève à 6 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le montant de la redevance annuelle pour la période d'application du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 17 février 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210208-153447-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 17/02/21
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.